

Cote du document:	EB 2015/LOT/P.37/Rev.1
Date:	30 décembre 2015
Distribution:	Publique
Original:	Anglais

F



Investir dans les populations rurales

Rapport du Président

Proposition de prêt et don à la République du Libéria pour le Projet de finance rurale à assise communautaire

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Ndaya Beltchika
Chargée de programme de pays
Division Afrique de l'Ouest et du Centre
téléphone: +39 06 5459 2771
courriel: n.beltchika@ifad.org

Michael Hamp
Spécialiste technique principal
Division des politiques et du conseil technique
téléphone: +39 06 5459 2807
courriel: m.hamp@ifad.org

Transmission des documents:

Alessandra Zusi Bergés
Responsable du
Bureau des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2092
courriel: gb_office@ifad.org

Pour: Approbation

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
Carte de la zone du projet	iii
Résumé du financement	iv
Recommandation pour approbation	1
I. Contexte stratégique et justification	1
A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural	1
B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats	2
II. Description du projet	2
A. Zone d'intervention et groupe cible	2
B. Objectif de développement du projet	3
C. Composantes/résultats	3
III. Exécution du projet	4
A. Approche	4
B. Cadre organisationnel	4
C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs	5
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	5
E. Supervision	6
IV. Coût, financement et avantages du projet	6
A. Coût du projet	6
B. Financement du projet	7
C. Résumé des avantages et analyse économique	9
D. Durabilité	9
E. Identification et atténuation des risques	10
V. Considérations d'ordre institutionnel	10
A. Respect des politiques du FIDA	10
B. Alignement et harmonisation	10
C. Innovations et reproduction à plus grande échelle	11
D. Participation à l'élaboration des politiques	11
VI. Instruments et pouvoirs juridiques	11
VII. Recommandation	11
Appendices	
I. Negotiated financing agreement (Accord de financement négocié)	1
II. Logical framework (Cadre logique)	7

Sigles et acronymes

CBL	Banque centrale du Libéria
COSOP-AR	Programmes d'options stratégiques par pour le pays axés sur les résultats
IFRC	Institution financière rurale à assise communautaire
IMF	Institution de microfinancement
OSS	Autonomie opérationnelle
PDDAA	Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine
PSC	Comité de pilotage du projet
SATS	Société d'assistance technique et de supervision
SYGRI	Système de gestion des résultats et de l'impact
TRE	Taux de rentabilité économique
UATS	Unité d'assistance technique et de supervision
UEP	Unité d'exécution du projet
UGP	Unité de gestion de projet

Carte de la zone du projet

Libéria
Projet de finance rurale à assise communautaire



Source: FIDA; 28/08/2014

Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.

République du Libéria

Projet de finance rurale à assise communautaire

Résumé du financement

Institution initiatrice:	FIDA
Emprunteur:	République du Libéria
Organismes d'exécution:	Unité d'assistance technique et de supervision (UATS), Société d'assistance technique et de supervision (SATS), et Banque centrale du Libéria (CBL)
Coût total du projet:	10,86 millions d'USD
Montant du prêt du FIDA:	4,01 millions de DTS (équivalant approximativement à 5,5 millions d'USD)
Montant du don du FIDA:	0,38 million de DTS (équivalant approximativement à 0,5 million d'USD)
Conditions du prêt du FIDA:	Particulièrement favorables: délai de remboursement de 40 ans, y compris un différé d'amortissement de 10 ans, avec une commission de service de 0,75% l'an.
Contribution de l'emprunteur:	0,54 million d'USD
Contribution des bénéficiaires:	4,39 millions d'USD dont 3,2 millions d'USD provenant des bénéficiaires, 1,1 million d'USD provenant des IFRC et 0,09 million d' USD de la CBL
Institution chargée de la préévaluation:	FIDA
Institution coopérante:	Supervision directe par le FIDA

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de financement en faveur de la République du Libéria pour le Projet de finance rurale à assise communautaire, telle qu'elle figure au paragraphe 45.

Proposition de prêt et don à la République du Libéria pour le Projet de finance rurale à assise communautaire

I. Contexte stratégique et justification

A. Contexte national, développement et pauvreté en milieu rural

1. En dépit des avancées considérables accomplies depuis la fin de la guerre civile, le Libéria reste un État fragile qui présente des faiblesses en termes d'institutions, de politiques et de gouvernance. De plus, la flambée du virus Ebola est venue entraver des capacités institutionnelles déjà limitées et a eu des répercussions sur l'économie, mettant en péril les acquis de l'après-guerre. Le Libéria, qui appartient à la catégorie des pays les moins avancés et des pays à faible revenu et à déficit vivrier¹, fait largement appel à l'aide extérieure. En 2014², le revenu national brut par habitant s'établissait à 400 USD et, sur la base de l'Indice de développement humain de 2014, il a augmenté de 68,2% entre 2000 et 2013. En termes de développement humain, l'indice du Libéria s'établissait en 2013 à 0,412, le plaçant en 175^e position sur 187 pays.
2. D'après les statistiques des Nations Unies, la population est estimée à 4,4 millions d'habitants, avec un taux annuel de croissance de 2,6%. La proportion de jeunes parmi la population du Libéria est importante: ainsi, en 2013, on estimait que 42,9% étaient âgés de moins de 14 ans. La pauvreté est généralisée au Libéria et est particulièrement grave dans les zones rurales. On estime que 51% de la population vit en milieu rural où l'incidence de la pauvreté est très forte, où la plupart des habitants n'ont accès ni aux infrastructures ni aux services sociaux de base et où, du fait du mauvais état des routes, de nombreuses zones sont inaccessibles. Au Libéria, 55% environ des ménages ruraux vivent dans l'insécurité alimentaire³.
3. Quelque 48,9% de la population active vit essentiellement de l'agriculture – petits agriculteurs et agriculteurs de subsistance principalement. On trouve également des producteurs de cultures de rente – caoutchouc, cacao, café, huile de palme et canne à sucre. Bien que l'agriculture soit le secteur qui contribue le plus au PIB, les petits exploitants comptent parmi les plus pauvres du pays. Le Libéria a signé la Convention du Programme détaillé de développement de l'agriculture africaine (PDDAA), s'engageant ainsi à atteindre l'objectif du Protocole de Maputo d'allouer 10% des dépenses budgétaires nationales à l'agriculture d'ici à 2017 (le niveau actuel est de 3% du budget national). La production et la productivité agricoles du pays étant faibles, le Libéria doit importer entre 50 et 60% de ses aliments de base et est donc exposé aux fluctuations des prix sur les marchés mondiaux.

¹ Liste des pays à faible revenu et à déficit vivrier pour 2014, Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

² Indicateurs de développement de la Banque mondiale: revenu national brut par habitant, méthode Atlas (en USD courants).

³ Analyse approfondie de la sécurité alimentaire et de la nutrition au Libéria, juin 2013.

B. Justification et alignement sur les priorités du gouvernement et sur le COSOP axé sur les résultats

4. Le programme d'options stratégiques pour le pays axé sur les résultats (COSOP-AR) pour le Libéria pour la période 2011-2015 est en harmonie avec le PDDAA et les politiques nationales, en particulier avec le Programme national d'investissement dans le secteur agricole. À l'heure actuelle, le FIDA appuie trois projets dans le cadre du COSOP-AR, à savoir: i) le Projet de relèvement du secteur agricole; ii) le Projet de relance de l'arboriculture dans les petites exploitations; et iii) le Projet d'appui au réseau des unions paysannes.
5. En 2013, à la mi-chemin de sa mise en œuvre, la performance et la pertinence du COSOP-AR pour le Libéria ont été évaluées afin de définir l'appui qui serait fourni par le FIDA dans le cadre du cycle 2013-2015 du Système d'allocation fondé sur la performance. Il a été conclu que, tant que la phase de transition entre l'approche d'urgence et l'approche de développement était en cours, les objectifs stratégiques du COSOP-AR restaient pertinents. Dans ce contexte, les besoins et les priorités des petits agriculteurs et de leurs organisations évoluent et l'intérêt croissant qu'ils portent aux investissements et aux autres petites et microentreprises agricoles prouve qu'il est nécessaire, pour faire face à la demande croissante de crédit, d'améliorer l'accès à la finance rurale. Cette demande a été prise en compte dans le cadre des efforts déployés par le gouvernement afin de favoriser la croissance de l'économie au niveau local et de réduire durablement la pauvreté. L'intérêt manifesté par le gouvernement en faveur du secteur de la finance rurale a été pris en compte par la Banque centrale du Libéria (CBL). Le COSOP-AR en cours à l'heure actuelle prendra fin en 2015, et le nouveau COSOP-AR devra renforcer l'attention portée à la finance rurale.

II. Description du projet

A. Zone d'intervention et groupe cible

6. Zone du projet. Le présent projet favorisera la création de nouvelles institutions financières rurales à assise communautaire (IFRC) dans tout le pays, dans les zones sélectionnées sur la base d'études de faisabilité et de critères précis comme le degré d'engagement des communautés hôtes, l'absence de dispositifs bancaires ou la durabilité. Les objectifs stratégiques de la CBL seront également pris en compte. La priorité sera accordée aux zones à fort potentiel d'activités, notamment les centres urbains où la demande de services financiers est importante. La zone d'intervention couvrira également tous les lieux où existent déjà des IFRC.
7. Même si le projet aura une portée nationale (à l'exception du Canton de Monteserrado), sa mise en œuvre se fera dans un premier temps par groupes. Au niveau du district ou du canton, les communautés bénéficiaires seront sélectionnées sur la base des critères suivants: i) indicateurs sociaux, démographiques et de pauvreté afin de recenser les communautés vulnérables à fort potentiel; ii) complémentarités avec les initiatives, en cours et prévues; iii) potentiel d'activités commerciales – production de cacao et de café – et d'ajout de valeur; iv) potentiel en termes de réduction de la pauvreté et de création d'emplois; v) possibilités de mobilisation d'actions et d'épargne; et vi) demande de services financiers, en particulier parmi les groupes à faible revenu.
8. Groupe cible. La population rurale économiquement active constituera le principal groupe cible: petits négociants, petits agriculteurs, transformateurs de produits alimentaires, transporteurs locaux, artisans et anciens combattants. Une attention particulière sera accordée aux femmes et aux jeunes ainsi qu'aux petits entrepreneurs, surtout les femmes. Comme tout projet visant à améliorer l'accès à la finance rurale, le ciblage aura un caractère inclusif: en vertu du fait que les IFRC seront détenues par les communautés, l'accès aux services financiers sera ouvert à la communauté tout entière. Le projet proposé aura pour bénéficiaires directs

24 000 actionnaires, dont 50% au moins seront des femmes, et 25% des jeunes des deux sexes.

9. Il viendra compléter des initiatives en cours par le biais de partenariats destinés à porter à leur maximum les retombées positives au profit du groupe cible. Il s'agira de partenariats avec des organisations paysannes bénéficiant de l'appui fourni par des projets en cours et ayant manifesté un intérêt vis-à-vis des services financiers.

B. Objectif de développement du projet

10. Le principal objectif de développement du projet est de réduire durablement la pauvreté et l'insécurité alimentaire des ménages ruraux en facilitant l'accès d'au moins 24 000 personnes et de leurs familles à des services financiers. Il a pour objectif spécifique d'améliorer durablement l'accès aux services financiers ruraux et, partant, de favoriser le développement du secteur rural. L'objectif de développement du présent projet sera évalué sur la base des trois indicateurs ci-après: i) 20% au moins des adultes (plus de 16 ans) vivant en milieu rural utilisent les services financiers offerts par les IFRC bénéficiant de l'appui du projet; ii) 50% au moins des actionnaires des IFRC ont reçu au moins un prêt; et iii) à la fin du projet, 75% au moins des IFRC bénéficiant de l'appui du projet ont atteint l'autonomie opérationnelle.

C. Composantes/résultats

11. Ce projet, qui sera mis en œuvre sur cinq ans, est destiné à améliorer l'accès à des services financiers ruraux viables et abordables au Libéria. Il vise l'obtention des trois effets principaux ci-après: i) les IFRC offrent à leurs clients des services financiers efficaces et adaptés à leurs besoins; ii) un organisme faitier – Société d'assistance technique et de supervision/Unité d'assistance technique et de supervision (SATS/UATS)⁴ – est en mesure d'offrir aux IFRC un appui professionnel et technique efficace ainsi que des services de contrôle; et iii) un cadre plus porteur en termes de réglementation et de contrôle favorise le secteur de la finance rurale. Le projet s'articulera autour de trois composantes, à savoir: i) services financiers ruraux; ii) environnement favorable à la finance rurale; et iii) gestion et coordination du projet.
12. Services financiers ruraux. Cette composante couvre trois sous-composantes: i) fourniture d'un appui direct à la création de 10 IFRC et prolongement du soutien fourni aux neufs IFRC existantes, de concert avec la CBL et une banque commerciale; ii) création d'une SATS/UATS au sein de la CBL afin de mettre en œuvre la sous-composante 1.1 et appui aux IFRC; et iii) don à un pays spécifique afin d'atténuer les conséquences de la flambée du virus Ebola. Vu les conséquences négatives qu'a cette épidémie pour les ménages en termes de revenus, de possibilités de gains, de réserves financières et autres, et de capacité d'épargne, le FIDA octroiera un don de 0,5 million d'USD en faveur de la relance des IFRC existantes et de la création de nouvelles IFRC.
13. Environnement favorable à la finance rurale. Dans le cadre de cette composante, une assistance technique sera fournie à la CBL afin qu'elle mette en place un cadre réglementaire solide pour les institutions financières, tant de dépôt que de crédit. L'accent sera mis sur la rationalisation du cadre réglementaire en place au Libéria – politiques et modèles de rapport pour les IFRC, les institutions de microfinancement (IMF) et les caisses de crédit mutuel. Cela sera fait ouvertement afin de garantir la participation des parties prenantes.

⁴ La SATS sera mise en place auprès de la CBL et se développera suffisamment pour pouvoir se transformer en une société indépendante (UATS) à même d'offrir des services aux institutions membres moyennant une contrepartie financière

14. Gestion et coordination du projet. L'unité d'exécution du projet (UEP) sera chargée de mettre en œuvre la composante 3 (coordination des activités, suivi-évaluation, rapports, gestion financière et contrôle de la passation des marchés), sous la supervision de l'unité de gestion du projet (UGP) établie auprès du Ministère de l'agriculture. L'UGP est responsable de la coordination et de l'harmonisation de tous les projets de développement agricole financés par des donateurs.

III. Exécution du projet

A. Approche

15. La conception institutionnelle du projet est simple: une UEP centralisée auprès du Ministère de l'agriculture pour tous les projets bénéficiant de l'appui du FIDA permettra de garantir la coordination des activités de finance rurale relevant de la SATS/UATS et de la CBL. Parmi les principales responsabilités institutionnelles, on trouve: i) la mise en œuvre, par la SATS/UATS, de toutes les activités de base dans le cadre de la composante 1; ii) la mise en œuvre, par la CBL, des activités de la composante 2 en lien avec sa mission principale; iii) la mise en œuvre par l'UEP de toutes les activités en lien avec sa mission (voir paragraphe 19); et iv) l'encadrement de toutes les questions majeures par un comité de pilotage du projet.
16. La SATS/UATS et la CBL partageront la responsabilité de l'exécution du projet, conformément au consensus international selon lequel l'intervention des banques centrales dans le cadre des projets devrait se limiter aux activités se rattachant clairement à leurs missions premières. Dans ce cas, la réglementation et le contrôle des institutions financières relèveront de la CBL. Des mémorandums d'accord seront conclus entre l'UEP, la SATS/UATS et la CBL, de même qu'entre la SATS/UATS et chaque IFRC affiliée.

B. Cadre organisationnel

17. Le projet sera encadré par un comité de pilotage composé de représentants du Ministère de l'agriculture, du Ministère des finances et de la planification du développement, et de la CBL. Ce comité assurera la surveillance du projet, approuvera tous les manuels et toutes les modifications ainsi que les plans de travail et budgets annuels avant qu'ils ne soient soumis au FIDA, recevra les projets de rapports annuels et tranchera sur les questions importantes. En application des directives de l'UEP relatives à l'exécution, tous les projets sectoriels doivent avoir leur propre comité de pilotage doté des exigences et des capacités techniques nécessaires.
18. L'UGP, placée sous l'autorité du Ministère de l'agriculture, est rattachée au Département de la planification et du développement de ce ministère. L'UGP est une unité commune chargée de la mise en œuvre de tous les projets financés par des donateurs dans le secteur de l'agriculture. Elle assure la coordination d'ensemble des activités et l'échange d'informations entre partenaires, ministères et autres parties prenantes, et elle garantit les synergies entre les unités d'exécution de projet des différents donateurs.
19. Au sein de l'UGP, l'UEP du FIDA à Monrovia est chargée de la mise en œuvre de tous les projets agricoles financés par le Fonds au Libéria. La mission de l'UEP porte sur les aspects suivants: comptabilité, retraits, regroupement des plans de travail et budgets annuels, préparation des rapports annuels, concertation avec les autorités gouvernementales sur les questions relatives à l'accord de financement (sauf exécution technique), documentation, passation des marchés, présentation des rapports au FIDA et aux autres organisations, suivi-évaluation, missions de supervision et d'examen à mi-parcours, évaluation de l'impact et évaluation en fin de projet.

C. Planification, suivi-évaluation, apprentissage et gestion des savoirs

20. Durant la phase de démarrage, un système intégré de planification, de suivi-évaluation et de gestion des savoirs sera mis en place afin: i) de fournir aux parties prenantes les données indispensables au pilotage de la mise en œuvre; ii) de fournir au Ministère de l'agriculture et aux autres parties prenantes les informations sur l'état d'avancement nécessaires pour mesurer les progrès accomplis par le projet en termes d'accès aux services financiers et autres indicateurs; iii) d'appuyer la coordination et les synergies avec d'autres projets de développement; iv) de contrôler que le projet parvienne effectivement à mettre en place les processus participatifs susceptibles de garantir la pleine participation des populations rurales pauvres; v) de fournir régulièrement aux communautés participantes et aux IFRC des retours d'information et des analyses; et vi) de transmettre des informations sur la réalisation des objectifs visés par le COSOP-AR. L'UEP sera chargée de gérer ce système, en collaboration avec d'autres partenaires.

D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

21. Contexte national et évaluation du risque. Le risque inhérent au Libéria est considéré comme moyen. L'indice de perception de la corruption du Libéria a légèrement baissé, passant de 41 en 2012 à 38 en 2013 et à 37 en 2014. Il ressort du dernier rapport sur la dépense publique et la responsabilité financière (2012) que le Gouvernement libérien a accompli des avancées significatives depuis 2007, date de l'évaluation, mais que, dans l'ensemble, la gestion financière des dépenses publiques reste relativement faible. Lors de la conception du projet, la gestion financière de l'UEP responsable de l'exécution des projets en cours du FIDA a été évaluée. Il en est ressorti que les dispositions relatives à la gestion financière et les capacités de l'UEP dans ce domaine sont à la hauteur des exigences du FIDA. Toutefois, vu que les dispositifs de gestion financière du principal partenaire d'exécution, SATS/UATS, ne sont pas encore en place, le risque initial a été jugé moyen.
22. Gestion financière. C'est à l'UEP qu'incombera la responsabilité principale en matière de gestion financière du projet. L'UEP tiendra une comptabilité complète, dans le respect des exigences du FIDA et des normes comptables internationales. Elle établira à intervalles réguliers des rapports financiers intérimaires ainsi que les états financiers annuels du programme, conformément à des normes comptables acceptables pour le FIDA. Toutes les dispositions relatives à la gestion financière seront précisées par l'UEP dans un manuel de procédures financières ou par des directives équivalentes ayant reçu l'agrément du Fonds.
23. Flux de fonds. Deux comptes bancaires désignés libellés en dollars des États-Unis seront ouverts auprès de la CBL – l'un sur lequel sera déposé le produit du prêt du FIDA et l'autre le produit du don. Par ailleurs, deux comptes d'exploitation libellés en dollars des États-Unis seront ouverts auprès d'une banque commerciale agréée par le FIDA afin qu'y soient versés les fonds provenant des comptes désignés. Un compte d'exploitation sera également ouvert afin de recevoir les fonds de contrepartie versés par le gouvernement. Une fois que le financement accordé par le FIDA sera entré en vigueur, le Fonds fera un premier versement sur les comptes désignés, correspondant aux besoins correspondant au premier semestre d'exécution (allocation autorisée). Le financement accordé par le FIDA sera décaissé sur la base de demandes de retraits certifiées, conformément aux procédures de décaissement en vigueur au FIDA et qui seront précisées dans la lettre à l'emprunteur.
24. Passation des marchés. Les marchés relatifs au projet seront passés conformément aux procédures nationales, sous réserve qu'elles soient en harmonie avec les directives du FIDA en la matière. Par défaut, le projet fera appel au comité de passation des marchés établi auprès de l'UEP du Ministère de l'agriculture.

25. Dispositions relatives à l'audit. L'UEP désignera des commissaires aux comptes indépendants acceptables pour le FIDA et auxquels sera confié un mandat approuvé par le FIDA et conforme aux Directives du FIDA relatives à l'audit des projets. Chaque année, un état financier vérifié et consolidé concernant la totalité du projet ainsi qu'une lettre de la direction relative aux observations issues de l'audit sur les contrôles internes seront soumis au Fonds dans les six mois suivant la fin de l'exercice budgétaire.

E. Supervision

26. Le FIDA supervisera directement le projet. Des missions annuelles de supervision, y compris des missions de suivi si nécessaire, seront organisées, auxquelles participeront des représentants du Ministère de l'agriculture, du Ministère des finances et de la planification au développement, de la CBL, de la SATS/UATS, des IFRC et des bénéficiaires. La supervision ne sera pas conçue comme une inspection générale mais plutôt comme l'occasion d'évaluer conjointement les progrès accomplis et les enseignements à tirer, et de réfléchir aux moyens d'améliorer la mise en œuvre et l'impact. Les missions feront partie intégrante du cycle de gestion des savoirs, et les membres des missions joueront un rôle de soutien et d'accompagnement à l'égard du personnel du projet et de celui des organismes d'exécution.

IV. Coût, financement et avantages du projet

A. Coût du projet

27. Au total, les dépenses d'investissement et les charges supplémentaires récurrentes, y compris les provisions pour aléas financiers et matériels (3% du coût total), sont estimées à 10 860 000 USD. La part en devises étrangères est estimée à 3 006 000 USD (28%). Les taxes représentent 404 000 USD. Le montant total du coût de base s'élève à 10 426 000 USD tandis que les imprévus pour aléas financiers et autres représentent 434 000 USD. Des contributions importantes seront octroyées par les communautés de bénéficiaires (achat d'actions), les IFRC (contribution aux dépenses de fonctionnement des IFRC et de la SATS/UATS) et la CBL (sous forme de temps en personnel). Une synthèse des coûts totaux du projet, par composante et par sous-composante, est présentée par source de financement dans le tableau 1.
28. Le coût de base de la composante 1 – Services financiers ruraux – représente un investissement de 9,7 millions d'USD (soit 93% du total du coût de base) et celui de la composante 2 – Environnement propice à la finance rurale – s'élève à 313 000 USD (3% du total du coût de base). La composante 3 – Gestion et coordination du projet – représente 417 000 USD.

Tableau 1
Coût du projet, par composante et par source de financement
(en milliers d'USD)

Composante	Gouvernement		FIDA		Don FIDA		IFRC		Libéria		Bénéficiaires		Total	
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%
1. Services financiers ruraux														
i) IFRC	239	3,3	2 693	36,8	-	-	1 139	15,6	-	-	3 240	44,3	7 310	72,2
ii) SATS	114	4,9	2 108	91,1	-	-	-	-	92	4,0	-	-	2 313	22,9
iii) Don pour la relance de l'économie après la flambée du virus Ebola	8	1,7	-	-	490	98,3	-	-	-	-	-	-	498	4,9
Sous-total	361	3,6	4 800	47,4	490	4,8	1 139	11,3	92	0,9	3 240	32,0	10 121	93,2
2. Environnement propice à la finance rurale														
i) Assistance technique à la CBL	5	1,8	277	98,2	-	-	-	-	-	-	-	-	364	2,6
3. Gestion et coordination du projet	31	6,7	426	93,3	-	-	-	-	-	-	-	-	591	4,2
Total	400	3,7	5 500	50,6	490	4,5	1 139	10,5	92	0,8	3 240	29,8	10 860	100,0

B. Financement du projet

29. Le projet sera financé par le gouvernement, le FIDA, la CBL, les IFRC et leurs clients. Le FIDA couvrira les coûts du projet à hauteur de 55% moyennant l'octroi d'un prêt à des conditions particulièrement favorables d'un montant de 5,5 millions d'USD et d'un don de 0,49 million d'USD. La contribution des IFRC est estimée à 1,1 million d'USD (soit 11%) et la part des actionnaires au capital est estimée à 3,2 millions d'USD (soit 30%). Durant les 30 premiers mois, la CBL hébergera la SATS/UATS et fournira un gestionnaire, pour un coût total de 0,09 million d'USD (1%). Le gouvernement contribuera sous la forme d'une exonération des droits et taxes sur les biens et services, importés et locaux, conformément aux règles standard de financement du FIDA, ce qui représente au total 0,4 million d'USD, soit 4% du coût total du projet. Les modalités de financement sont présentées par catégorie de dépense dans le tableau 2 ci-après.

Tableau 2
Coût du projet, par catégorie de dépenses et par source de financement
(en milliers d'USD)

Catégorie de dépense	Gouvernement		FIDA		Don FIDA		IFRC		Libéria		Bénéficiaires		Total		Devises (hors taxes)		Droits et taxes
	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%	Montant	%			
I. Dépenses d'investissement																	
A. Consultants	-	-	467	95,3	23	4,7	-	-	-	-	-	-	521	3,7	490	-	-
B. Ateliers et formation	129	6,8	1 667	87,6	108	5,7	-	-	-	-	-	-	2 494	17,9	190	1 585	127
C. Travaux	39	5,6	667	94,4	-	-	-	-	-	-	-	-	1 020	7,3	106	565	35
D. Véhicules, équipement et matériel	112	14,2	611	77,5	66	8,4	-	-	-	-	-	-	1 036	7,4	568	110	110
E. Don	-	-	-	-	140	100	-	-	-	-	-	-	140	1	-	140	-
F. Capitalisation des RCFI	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	3 240	100	4 210	30,1	-	3 240	-
G. Fonds rural de financement	-	-	111	100	-	-	-	-	-	-	-	-	111	1,1	-	111	-
Sous-total I	280	3,8	3 522	47,7	336	4,6	-	-	-	-	3 240	43,9	7 378	67,9	1 354	5 751	273
II. Charges récurrentes																	
A. Traitements	-	-	1 222	48,0	124	4,9	1 139	44,7	61	2,4	-	-	2 546	23,4	1 273	1 273	-
B. Dépenses de fonctionnement	120	12,8	756	80,8	29	3,1	-	-	31	3,3	-	-	935	8,6	468	354	114
Sous-total II	120	3,5	1 978	56,8	153	4,4	1 139	32,7	92	2,6	-	-	3 482	32,1	1 741	1 627	114
Total	400	3,7	5 500	50,6	490	4,5	1 139	10,7	92	0,8	3 240	29,8	10 860	100	3 095	7 379	387

∞

C. Résumé des avantages et analyse économique

30. Un large éventail d'avantages directs dériveront du projet au profit: i) de quelque 24 000 actionnaires et usagers et des membres de leurs familles; ii) des IFRC; et iii) de la situation économique des communautés où seront implantées les IFRC. Au niveau macro, le projet permettra d'attirer les transactions financières informelles vers le secteur formel et favorisera la viabilité des institutions financières rurales décentralisées. Le gouvernement bénéficiera des revenus additionnels générés par les taxes à la charge des IFRC. Le pays tout entier bénéficiera d'un réseau renforcé d'institutions financières, par l'intermédiaire duquel il sera possible d'effectuer des envois de fonds et des transferts, à partir du pays ou depuis l'étranger. Enfin, le pays bénéficiera d'une confiance renforcée dans le secteur financier, en particulier en milieu rural, du fait de l'amélioration du cadre réglementaire et de la mise en place de systèmes de contrôle sous l'égide de la CBL. Les méthodes classiques d'analyse économique et financière ne permettent pas de quantifier les autres avantages générés au niveau macro, tels que l'accroissement des dépôts dans les institutions financières formelles, la confiance accrue dans le secteur financier formel et l'élargissement du réseau de transferts et de paiements.
31. Au total, il est prévu que les bénéfices générés par le projet augmenteront, passant de 50 050 USD en année 1 à 2,71 millions d'USD en année 5, pour se stabiliser à 2,8 millions environ entre les années 7 et 15. Il ressort de l'analyse économique que le taux de rentabilité économique (TRE) du projet atteindra 17% sur 15 ans, avec une valeur actuelle nette de 5,5 millions d'USD. Étant donné que nombre d'avantages ne sont pas quantifiables, il est probable que la valeur actuelle nette effective sera plus élevée. L'analyse de sensibilité montre que, en cas de survenance de facteurs négatifs, le TRE est assez solide pour faire face à une augmentation des coûts, une diminution des bénéfices ou d'éventuels retards.
32. La principale contribution au TRE proviendra des investissements effectués par les personnes empruntant auprès des IFRC. Le volume de ces investissements sera fonction du nombre d'IFRC créées dans le cadre du projet, nombre qui sera vraisemblablement limité par les fonds à disposition pour l'appui financier et technique. Il devrait être possible de créer plus que les 10 IFRC pour lesquelles des fonds sont disponibles. Dans l'hypothèse de la fourniture de fonds additionnels, le TRE sera supérieur aux 17% prévus.

D. Durabilité

33. Le projet appuiera la création de 10 nouvelles IFRC et consolidera les neuf existantes. Les projections détaillées, qui reposent sur des hypothèses prudentes, montrent que les nouvelles IFRC deviendront rentables sans l'appui du projet en année 3 ou 4, et avec l'appui du projet en année 1, 2 ou 3. Il faudra deux ans pour mobiliser un nombre suffisant d'actionnaires et de déposants, et un volume adéquat d'actions et de dépôts, et pour décaisser un nombre suffisant de prêts avec un taux de remboursement satisfaisant. Il est prévu que l'apprentissage sera intense, tant pour ce qui est des procédures administratives (durant le premier trimestre) que pour ce qui concerne la gestion du prêt (durant le deuxième semestre). En termes de durabilité, l'accès aux services financiers s'améliorera également lorsque les IFRC auront atteint la maturité dans la mesure où il est probable que, au fil du temps, elles attireront un plus grand nombre d'usagers, d'où des avantages additionnels pour l'économie.
34. Les projections relatives au présent projet sont bonnes si on les compare aux résultats du Programme de finance rurale et d'amélioration communautaire, une initiative similaire qui repose également sur le concept d'IFRC mise en œuvre dans la Sierra Leone voisine. Sur les 51 associations de services financiers créées, 41 (soit 80%) avaient atteint la pleine autonomie à la fin du projet. Sur les

17 nouvelles banques communautaires, 14 (soit 82%) avait atteint la pleine autonomie à la fin du projet.

35. Les projections relatives à la SATS montrent que cet organisme faitier des IFRC parviendra à générer des revenus des services d'audit et des services de soutien rémunérés, ce qui lui permettra de couvrir progressivement les dépenses de fonctionnement, de 0% en année 1 à 26% en année 5. Cela dépendra en grande partie de la qualité des services, qui sera fonction du volume d'actions et de dépôts ainsi que du nombre d'IFRC affiliées à la SATS. L'amélioration de la durabilité de la SATS ira de pair avec l'accroissement du nombre d'IFRC, sous réserve de la quantité des fonds à disposition.

E. Identification et atténuation des risques

36. Les principaux risques liés à l'exécution du présent projet sont les suivants: i) la concurrence d'autres programmes de crédits bonifiés; ii) le plafonnement des taux d'intérêt; iii) le manque d'intérêt de la part des communautés locales; iv) la réticence de la CBL à déléguer un pouvoir de contrôle à la SATS; et v) le manque de coopération, de la part du secteur de la microfinance, aux efforts déployés afin d'améliorer les cadres réglementaires. Des mesures adéquates d'atténuation des risques ont été introduites, et le taux de risque résiduel est jugé de faible à modéré.

V. Considérations d'ordre institutionnel

A. Respect des politiques du FIDA

37. La conception du projet est conforme aux politiques du FIDA, et plus particulièrement: i) à son Cadre stratégique 2011-2015; ii) à sa Politique en matière de ciblage (2006); iii) à sa Politique concernant l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes; iv) à sa Politique en matière de finance rurale; v) à sa Stratégie pour le développement du secteur privé; vi) à sa Politique relative aux entreprises rurales; vii) à sa Politique en matière de supervision et d'appui à l'exécution; viii) à sa Stratégie concernant le changement climatique (2010); ix) à sa Politique de gestion des ressources naturelles et de l'environnement (2012); et x) à ses procédures d'évaluation environnementale et sociale.

B. Alignement et harmonisation

38. Stratégie d'inclusion financière. Avec sa Stratégie nationale d'inclusion financière élaborée en 2009-2013, le Gouvernement libérien entend mettre en place un environnement financier inclusif en donnant accès aux services financiers. Une finance inclusive a pour objectif l'établissement de prestataires viables de services de microfinancement, à même de faciliter l'accès des microentrepreneurs à toute une gamme de services financiers. Les prestataires de services financiers bénéficieront de l'appui fourni par les différents acteurs, dont la CBL, aux fins d'une amélioration en termes de durabilité, d'efficacité, de portée et de bonne gouvernance. La stratégie d'inclusion financière sera mise en œuvre à trois niveaux: i) au niveau micro, avec la mise en place de prestataires viables de services de microfinancement; ii) au niveau intermédiaire, avec la création d'une infrastructure d'appui; et iii) au niveau macro, avec l'instauration d'un cadre politique et réglementaire porteur.
39. La CBL a récemment entrepris l'élaboration de la nouvelle Stratégie nationale d'inclusion financière 2014-2018, qui vise la mise en place d'un secteur financier viable en mesure de fournir l'accès à toute une gamme de services financiers abordables et de promouvoir leur utilisation au Libéria. Les objectifs de cette stratégie sont les suivants: offrir des services financiers; améliorer l'accès à la finance, en particulier au crédit; intégrer le secteur informel dans l'économie formelle; améliorer l'environnement au profit des petites et moyennes entreprises; favoriser l'acquisition de connaissances financières; et renforcer la protection des consommateurs. Ces objectifs ont été regroupés dans un plan d'action, en vertu

duquel la responsabilité de la création d'IFRC incombe à la CBL, au Ministère des finances et de la planification du développement ainsi qu'à une banque commerciale.

C. Innovations et reproduction à plus grande échelle

40. Plusieurs approches adoptées dans le cadre du présent projet sont novatrices, à savoir: la création d'un nouveau type d'institution financière au Libéria, qui met à profit l'expérience de plusieurs autres pays d'Afrique de l'Ouest. Parmi les autres innovations figurent la création d'un organe faitier en appui aux IFRC, l'identification biométrique des actionnaires afin de pouvoir offrir de nouveaux produits à un meilleur prix, et l'émulation des pratiques autochtones en matière de finance rurale. Le projet fait partie intégrante des efforts déployés par le FIDA en Afrique de l'Ouest dans le cadre de la reproduction à plus grande échelle, sur l'exemple du Programme de finance rurale et d'amélioration communautaire en Sierra Leone. Si la période d'essai du modèle d'exécution est concluante, il sera possible d'accroître le nombre des IFRC au-delà de celles créées au Libéria dans le cadre du présent projet.

D. Participation à l'élaboration des politiques

41. Au Libéria, le secteur de la microfinance ne dispose pas de la réglementation précise nécessaire à son développement. Une composante (sous le contrôle de la CBL) vise exclusivement la mise en place d'un nouveau cadre juridique pour ce secteur et la formation d'intervenants sur la nouvelle réglementation et les nouveaux modèles de rapports.

VI. Instruments et pouvoirs juridiques

42. Un accord de financement entre la République du Libéria et le FIDA constitue l'instrument juridique aux termes duquel le financement proposé sera consenti à l'emprunteur/au bénéficiaire. Une copie de l'accord de financement négocié est jointe en appendice I.
43. La République du Liberia est habilitée, en vertu de ses lois, à recevoir un financement du FIDA.
44. Je certifie que le financement proposé est conforme aux dispositions de l'Accord portant création du FIDA et aux Principes et critères applicables aux financements du FIDA.

VII. Recommandation

45. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République du Libéria un prêt à des conditions particulièrement favorables d'un montant équivalant à quatre millions dix mille droits de tirage spéciaux (4 010 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera à la République du Libéria un don d'un montant équivalant à trois cent cinquante-huit mille droits de tirage spéciaux (358 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Negotiated financing agreement: "Rural Community Finance Project"

(Negotiations concluded on 8 December 2015)

Loan Number: _____

Grant Number: _____

Project Title: Rural Community Finance Project ("the Project")

The Republic of Liberia (the "Borrower/Recipient")

and

The International Fund for Agricultural Development (the "Fund" or "IFAD")

(each a "Party" and both of them collectively the "Parties")

hereby agree as follows:

Section A

1. The following documents collectively form this Agreement: this document, the Project Description and Implementation Arrangements (Schedule 1) and the Allocation Table (Schedule 2).
2. The Fund's General Conditions for Agricultural Development Financing dated 29 April 2009, amended as of April 2014, and as may be amended hereafter from time to time (the "General Conditions") are annexed to this Agreement, and all provisions thereof shall apply to this Agreement. For the purposes of this Agreement the terms defined in the General Conditions shall have the meanings set forth therein.
3. The Fund shall provide a Loan and a Grant to the Borrower/Recipient (the "Financing") which the Borrower/Recipient shall use to implement the Project in accordance with the terms and conditions of this Agreement.

Section B

1.
 - A. The amount of the Loan is four million and ten thousand Special Drawing Rights (SDR 4 010 000).
 - B. The amount of the Grant is three hundred fifty eight thousand Special Drawing Rights (SDR 358 000).
2. The Loan shall be free of interest but bear a service charge of three fourths of one per cent (0.75%) per annum and have a maturity period of forty (40) years including a grace period of ten (10) years starting from the date of approval of the Loan by the Fund's Executive Board.
3. The Loan Service Payment Currency shall be the United States Dollar.
4. The first day of the applicable Fiscal Year shall be 1 July.

5. Payments of principal and service charge shall be payable on each 15 May and 15 November.
6. The Borrower/Recipient shall provide counterpart financing for the Project in the amount of four hundred thousand United States Dollars (USD 400 000).
7. There shall be two accounts designated to receive funds in advance (Designated Accounts) denominated in USD, one for the Loan proceeds (Loan Designated Account) and one for the Grant proceeds (Grant Designated Account), for the exclusive use of the Project, to be maintained in the Central Bank of Liberia.
8. There shall be three Project Accounts maintained in banks acceptable to the Fund as follows:
 - (a) A Project Account (Project Account A), administered by the Project Implementation Unit (PIU).
 - (b) A Project Account (Project Account B), administered by the CBL to receive funds in order to incur expenditures under component 2.
 - (c) A Project Account (Project Account C), administered by the TASU/TASC to receive funds in order to incur expenditures under component 1.

Section C

1. The Lead Project Agency shall be the Ministry of Agriculture.
2. The following are designated as additional Project Parties: the Technical Assistance and Supervision Company (TASC), the Technical Assistance and Supervision Unit (TASU) and the Central Bank of Liberia (CBL).
3. The Project Completion Date shall be the fifth anniversary of the date of entry into force of this Agreement.

Section D

The Financing will be administered and the Project directly supervised by the Fund.

Section E

1. The following are designated as additional grounds for suspension of this Agreement:
 - (a) any institutional changes have been made by the Borrower/Recipient to the Project Steering Committee or the Project Implementation Unit without the prior consent of the Fund, and the Fund has determined that such changes are likely to have a material adverse effect on the Project; and
 - (b) the Project Implementation Manual, or any provision thereof, has been abrogated, waived, suspended, or amended without the prior consent of the Fund and the Fund has determined that this is likely to have a material adverse effect on the Project.
2. The following are designated as additional general conditions precedent to withdrawal:
 - (a) the Project Coordinator, Finance Manager, and Procurement Specialist shall have been duly appointed; and

- (b) The Project Implementation Manual has been approved by IFAD.
3. This Agreement is subject to ratification by the Borrower/Recipient.
4. The following are the designated representatives and addresses to be used for any communication related to this Agreement:

For the Borrower/Recipient:

Minister for Finance and Development Planning
Ministry of Finance and Development Planning
Broad Street
P.O. Box 10-9013
Monrovia, Liberia

For the Fund:

The President
International Fund for Agricultural Development
Via Paolo di Dono 44
00142 Rome, Italy

This Agreement, dated _____, has been prepared in the English language in two (2) original copies, one (1) for the Fund and one (1) for the Borrower/Recipient.

THE REPUBLIC OF LIBERIA

Authorized Representative

INTERNATIONAL FUND FOR
AGRICULTURAL DEVELOPMENT

Kanayo F. Nwanze
President

Schedule 1

Project Description and Implementation Arrangements

I. Project Description

1. Goal. The overall development goal of the Project is to reduce rural poverty and household food insecurity on a sustainable basis.
2. Objective. The objective of the Project is to improve access to rural financial services on a sustainable basis, enabling the development of the rural sector. It shall focus on expanding and consolidating the model established in neighbouring Sierra Leone under the IFAD-supported Rural Finance and Community Improvement Project (RFCIP) which achieved good results in the creation of new and the rehabilitation of existing rural financial institutions.
3. Target group. The Project shall benefit the economically active rural population (petty traders, smallholder farmers, food processors, local transporters, craftsmen and artisans, as well as ex-combatants) who demonstrate an interest and willingness to expand their economic activities. Special attention will be given to women and youth in both on-farm and off-farm activities, and micro- and small-scale entrepreneurs, particularly women.
4. Activities. The Project is geared at enhancing access to sustainable and affordable rural financial services in Liberia. Specifically, the three main outcomes are: (i) Rural Community Finance Institutions (RCFIs) deliver demand-driven and efficient financial services to their clients; (ii) professional and efficient technical support and supervision services are rendered by an apex body (TASU/TASC) to RCFIs, and; (iii) a more conducive regulatory and supervisory environment promotes the rural financial sector. The Project will initially aim at strengthening existing RCFIs. New RCFIs will only be created once an initial feasibility study has been conducted by TASU and its results are validated by the Steering Committee. A joint review of the performance of existing RCFIs conducted by the Ministry of Finance, the Ministry of Agriculture and the Central Bank of Liberia will be completed at the beginning of the Project.
5. Components. The Project will consist of three Components, (i) Rural Financial Services: RCFI creation and operation; technical assistance and supervision; IFAD grant to mitigate the effect of the Ebola Virus Disease outbreak; (ii) Enabling Environment for Rural Finance, and; (iii) Project Management and Coordination.

II. Implementation Arrangements

1. Lead Project Agency. The LPA shall be the Ministry of Agriculture (MoA) of the Republic of Liberia, with overall responsibility for the implementation of the Project.
2. Project Management. The MoA shall delegate the functional and day-to-day implementation and coordination responsibilities for the Project to the Project Implementation Unit (PIU), responsible for the implementation of all IFAD-financed projects in Liberia.
3. The main institutional parameters shall be as follows: (a) Implementation of all grassroots operations under Component 1 will be exclusively vested with the TASU/TASC; (b) the implementation of activities related to the CBL's core mandate will be exclusively implemented by CBL; (c) beyond this, no implementation unit is required; (d) the central PIU shall take care of all activities pertaining to its defined mandate; (e) a Project Steering Committee (PSC) will be established to provide guidance on all major issues.

4. **Project Steering Committee.** The Project shall operate under the guidance of a Project Steering Committee (PSC) composed of representatives of the MOA, Ministry of Finance & Development Planning (MFDP) and the CBL. It will provide oversight over the Project, approve all relevant manuals and their changes, approve Annual Work Plan and Budgets before submission to IFAD, receive draft annual reports and take decisions over major issues.
5. **Component Implementation.** Project implementation will be vested with two institutions, the TASU/TASC and the CBL. The TASU/TASC will be fully responsible for Component 1, while the CBL will be vested with the responsibility to implement Component 2. To implement this, Memoranda of Agreement, which will be submitted to the Fund for its non-objection before being finalized, will be entered into between the PIU on the one hand and TASU/TASC and CBL on the other, respectively. Each Memorandum will include definitions of disbursement triggers; flow of funds; and accounting, financial reporting, and audit arrangements. Memoranda of Agreement will also be signed between the TASU/TASC and its affiliated RCFIs.
6. The coordination, management and M&E of project activities will be under the responsibility of the PIU responsible for IFAD-financed projects, reporting to the MOA, the MFDP and the CBL. The mandate of the PIU shall comprise: Project accounting, withdrawal applications, keeping of Project accounts, consolidating AWPBs, consolidating annual reports, correspondence with government authorities on issues related to the Financing Agreement (excluding the technical implementation matters), document depository, procurement, submission of reports to IFAD and other related agencies, monitoring and evaluation, preparation, guidance and supervision of the mid-term review (MTR) mission, commissioning the beneficiary impact assessment, and preparing the end-of-project evaluation. Other activities will include the preparation of and support to supervision missions.
7. At the decentralized level, contacts will be established between the field officers of TASU/TASC on the one hand and the County Agricultural Coordinators and District Agriculture Officers, for planning, follow-up and monitoring of interventions related to the agricultural sector. At each county where the Project would intervene, local authorities and chiefs would be involved in the initial mobilization steps and activities to ensure widespread participation and ownership of communities, to ensure that suitable locations for buildings would be found and the land donated to the new RCFIs. Partnerships with on-going projects will reinforce the complementary nature of the Project and leverage impact on the target group. Under component 1 partnerships with Credit Unions, other cooperatives and farmer organizations supported under existing projects will be attempted where these are interested in financial services. This will include the Farmers Union Network (FUN), which is supported by IFAD with Italian Government financing.
8. **Project Start-up Phase.** To facilitate a prompt start-up, the PIU shall commission technical support for the required start-up activities immediately after the entry into force of this Agreement. Resources have been allocated for part of this process. These will include: (a) the recruitment of initial staff for TASU (manager, rural finance officer, accountant, IT officer); (b) procurement of essential goods and services required during the start-up phase; and (c) conduct of the first start-up workshop with partners (MOA, CBL, MFDP, Afriland First Bank Liberia Limited (AFB), TASU).
9. **Project Implementation Manual.** The PIU shall prepare a draft Project Implementation Manual (PIM) and shall forward it to the Fund for its non-objection. If the Fund does not comment on the draft PIM within thirty (30) days after receipt, it shall be deemed to have no objection. The PIM, or any provision thereof, may not be waived, suspended, terminated, amended or modified without the prior agreement of the Fund.

Schedule 2
Allocation Table

1. Allocation of Loan and Grant Proceeds. (a) The Table below sets forth the Categories of Eligible Expenditures to be financed by the Loan and the Grant and the allocation of the amounts of the Loan and the Grant to each Category. All amounts are net of taxes, Government contribution and beneficiary contribution:

Category	Loan Amount Allocated (expressed in SDR)	Grant Amount Allocated (expressed in SDR)
I. Consultancies	310 000	20 000
II. Training (and Workshops)	1 090 000	70 000
III. Works	440 000	
IV. Equipment, Material and Vehicles	400 000	45 000
V. Grants and subsidies		91 000
VI. Credit (Rural Finance Facility)	70 000	
VII. Salaries & Allowances	800 000	82 000
VIII. Operating Costs	500 000	20 000
Unallocated (10%)	400 000	30 000
TOTAL	4 010 000	358 000

(b) "Salaries & Allowances" means eligible expenditures for salaries incurred by the Technical Assistance and Supervision Company under the Project Management Component.

2. Start-up Costs. Withdrawals in respect of expenditures for start-up costs incurred before the satisfaction of the general conditions precedent to withdrawal shall not exceed an aggregate amount of two hundred thousand USD (USD 200 000).

3. No amounts may be transferred to either the CBL or the TASU/TASC until a Memorandum of Agreement satisfactory to the Fund between it and the PIU has entered into effect.

4. The Borrower/Recipient shall ensure that independent auditors audit all the IFAD funds transferred to the implementing partners and all expenditures incurred by them in accordance with International Standards on Auditing. The audit shall disclose separately the receipt and uses of IFAD funds in an acceptable format and shall be delivered to the PIU in a timely manner to enable the PIU to provide the Fund with a consolidated audit report in the manner which the Fund shall specify.

Logical framework

Narrative Summary	Key Performance Indicators (*= RIMS indicator)	Means of Verification	Assumptions / Risks
<p>Goal: Contribute to reduction in rural poverty and household food insecurity on sustainable basis in Project areas</p> <p>Development objective: Access to rural financial services is improved on a sustainable basis, enabling development of the rural sector</p>	<ul style="list-style-type: none"> Improvement in household assets ownership index based on additional assets in project areas* Reduction in the prevalence of child malnutrition (stunting)* Increased food security (decrease in duration and frequency of hungry season)* 31,000 24,000 / 23 000 households shareholders and depositors will be serviced by the network of RCFIs 20% of the adult rural population above 16 years in project districts using financial services of RCFIs supported by the project) (disaggregated by gender/age) 50% of RCFI shareholders have received loans (disaggregated by loan size/terms, gender, age, purpose) 75% of RCFIs at 100% OSS* at project end (<i>RCFI sustainability</i>) 	<ul style="list-style-type: none"> Demographic, health, income, food security surveys UNICEF reports RIMS baseline/completion survey TASC annual and external audit reports Project monitoring reports Project supervision mission reports MTR report PCR assessment 	<ul style="list-style-type: none"> Stable political and macro-economic environment Government's monetary/fiscal policies and macro-economic reforms are conducive to poverty reduction. Commitment of all stakeholders (govt., donors, private sector) to participate in poverty reduction efforts No interest caps policy Absence of political interference into the autonomy of RCFIs Human resources capacity and experience available for RCFIs Communities willing to buy shares in RCFIs Strict compliance of RCFIs with rules and regulations Effective fraud and loss control systems in place Availability of technological solutions to reduce operating costs and fraud losses RCFIs have liquidity available (internally or through credit lines) Willingness of RCFIs to finance MSEs and smallholder farmers Agreement between CBL and TASC on RCFI support and supervision
<p>Outcome 1: RCFIs deliver demand-driven and efficient financial services to their clients</p> <p>Outputs:</p> <ol style="list-style-type: none"> RCFIs established Share capital and savings mobilized Financial products offered by RCFIs to shareholders 	<ul style="list-style-type: none"> Portfolio at risk (PAR) > 90 days* <5% (<i>RCFI performance/sustainability</i>) 90% of RCFIs clients satisfied with RCFI services 22 19 Savings and credit organizations (RCFIs) formed and/or strengthened* Average use of available lending resources for lending 75% Value of paid up shares and savings at project end* at least USD 42 9m 8 6 products offered per RCFI to shareholders 12% agricultural loans in total loan portfolio at project end Value of voluntary savings at USD 3.2 2.9 million at project end * 	<ul style="list-style-type: none"> TASC annual reports CBFI consolidated monthly reports Project monitoring reports Project supervision mission reports MTR report Client satisfaction survey PCR assessment 	
<p>Outcome 2: Professional and efficient technical support and supervision services rendered by TASU/TASC to RCFIs</p> <p>Outputs:</p> <ol style="list-style-type: none"> Financial products developed Other support services for communities rendered 	<ul style="list-style-type: none"> All RCFIs affiliated with TASC had their annual financial statements audited by TASC by the next June 30 TASC OSS 26% excluding project proceeds and non-core expenses (community training) at project end 45% of loans disbursed to women and 15% to youth (18-35 years) 1500 MSEs accessing advisory services facilitated by the project* 	<ul style="list-style-type: none"> TASC external audit reports Field reports of the micro enterprise facilitator Project monitoring reports Supervision mission reports MTR report PCR 	
<p>Outcome 3: A more conducive regulatory and supervisory environment promotes the rural financial sector</p> <p>Outputs:</p> <ol style="list-style-type: none"> Policy/ institutional framework set-up for the RF sector Technical Assistance Agency established 	<ul style="list-style-type: none"> New regulatory framework for RCFIs, CUs and MFIs in place Certificate of incorporation of TASC by end of PY 3 All RCFIs are TASC shareholders by year 5 All TASC board meetings of TASC held regularly 	<ul style="list-style-type: none"> CBL annual reports TASC annual reports Project monitoring reports Supervision mission reports MTR report PCR assessment Board minutes Certificate of incorporation Register of shareholders of TASC 	<ul style="list-style-type: none"> CBL willing to delegate some supervisory functions over RCFIs to TASC Other stakeholders in the microfinance sector willing to cooperate in the process of designing a new regulatory framework